

Santé Protection Animale et Environnement
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DES MOUTONS BLANCS

1 RUE DES MOUTONS BLANCS
80250 CHIRMONT

Références : DDPP80 2025 00958
LRAR n°1A 198 905 0308 9
Code AIOT : 0058000327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement EARL DES MOUTONS BLANCS implanté 1 RUE DES MOUTONS BLANCS 80250 CHIRMONT. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DES MOUTONS BLANCS
- 1 RUE DES MOUTONS BLANCS 80250 CHIRMONT
- Code AIOT : 0058000327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'élevage se compose de deux poulaillers de volailles de chair hors sol.

La visite portait sur la conformité de l'établissement aux MTD, faisant suite au dossier de réexamen validé en 2022. L'intérieur des deux poulaillers a été observé, ainsi qu'un dépôt de fumier au champ. Un point a également été effectué sur les non conformités observées lors de la précédente inspection réalisée en 2019 et non levées au jour du contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
11	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
13	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 1.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
15	Règles générales	Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 19	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare	Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 20.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
17	Autosurveillance de l'épandage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 28.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
21	Enregistrement de la date de dépôt du stockage et de la date de reprise	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
22	Stockage en bout de champ Conditions particulières	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	Emission d'azote total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	Emission de phosphore total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
6	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
7	MTD11 Émissions de	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières, bâtiment d'hébergement		
8	MTD23 Émissions d'NH ₃ , production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
9	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
10	MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH ₄	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
12	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH ₃ , hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 2.3	Sans objet
18	Types d'effluent	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2	Sans objet
19	Tas compact sans écoulement et composé d'effluents de même caractéristiques	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2	Sans objet
20	Tas compact	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont en bon état de fonctionnement et le fonctionnement de l'élevage est conforme aux MTD sur la majeure partie des points de contrôles repris dans le rapport.

La visite a mis en évidence le maintien de non-conformités depuis la dernière inspection (notamment : relevé de la consommation en eau, traçabilité des épandages, effectif supérieur à l'autorisation de 2008 et plan d'épandage modifié), dont certaines nécessitent d'être régularisés administrativement. Un porter à connaissance de modification doit être déposé pour notifier ces modifications ainsi qu'une demande d'examen préalable au cas par cas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée :
Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles

ET Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production
ET Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes
ET Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
Constats : Mise à disposition des fiches de composition des aliments utilisés pour l'élevage de volailles (4 différentes pour la bande). Alimentation multiphase, évolution de la teneur en protéines de 21.60% en début de lot à 18.2%, avant abattage. Présence d'acides aminés (sulfate de L-lysine) et d'améliorateurs de digestibilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emission d'azote total excrété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Azote total excrété associé à la MTD : Poulets de chair 0,2 - 0,6
Constats : Valeur issue du BRS du dossier de réexamen : 0.315 kgN excrété/emplacement/an Valeur issue du BRS de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle GEREP) : 0.248 kgN excrété/emplacement/an. Valeur d'azote excrété conforme aux seuils de la NEA-MTD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production ET Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase) ET Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.

Constats :

Mise à disposition des fiches de composition d'aliments utilisés.

Alimentation multiphase contenant des améliorateurs de digestibilité (dont phytase).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Emission de phosphore total excrété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 3

Prescription contrôlée :

Phosphore total excrété associé à la MTD : Poulets de chair 0,05 - 0,25

Constats :

Valeur issue du BRS du dossier de réexamen : 0.070 kgN excrété/emplacement/an

Valeur issue du BRS de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle GEREP) : 0.027 kgN excrété/emplacement/an.

Valeur de phosphore excrété conforme aux seuils de la NEA-MTD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 5

Prescription contrôlée :

Tenir un registre de la consommation d'eau

ET

Détecter et réparer les fuites d'eau

ET

Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum)

ET

Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.

Constats :

Utilisation d'abreuvoirs à tétines avec coupelle de récupération dans les deux poulaillers. Présence d'une fuite sur l'une des lignes d'abreuvoirs dans chacun des deux bâtiments.

L'exploitant surveille la consommation relative à l'abreuvement (ordinateur de suivi). Absence de suivi global périodique sur la consommation en eau nécessaire au lavage des installations.

Le défaut d'enregistrement de la consommation en eau avait déjà été observé lors de la précédente inspection réalisée en 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réparer les fuites d'eau observées dans les deux bâtiments d'élevage.

Tenir un registre mensuel global de la consommation en eau, incluant les consommations relatives à l'abreuvement, la brumisation et le lavage des bâtiments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 8

Prescription contrôlée :

Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité

ET

Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement

ET

Utilisation d'un éclairage basse consommation.

Constats :

Les deux poulaillers sont équipés de fenêtres permettant une entrée de lumière naturelle.

Isolation du plafond des deux bâtiments.

Chauffage gaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 11

Prescription contrôlée :

3. mettre en œuvre l'alimentation ad libitum;

ET 4. Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche;

ET 6. Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment

ET Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment en appliquant une des techniques suivantes:

1. Brumisation d'eau

Constats :

Alimentation ad libidum - approvisionnement par usine d'aliments.
Ventilation dynamique. Présence d'un dispositif de brumisation dans les deux poulaillers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 23

Prescription contrôlée :

Estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.

Constats :

Calcul des émissions atmosphériques effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 24

Prescription contrôlée :

Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.

Constats :

BRS effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH₄

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 25

Prescription contrôlée :

Est-ce que les émissions d'ammoniac sont estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments) ? Le module de calcul GERE[®] répond à cette technique.

Constats : Calcul effectué au titre de l'année 2024 - fichiers BRS et GEREP (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD32 Émissions atmosphériques d’NH3, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).
Constats : Le poulailler est équipé d'une ventilation dynamique. Fuite observée sur le système d'abreuvement dans les deux poulaillers
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réparer les fuites d'eau observées dans les deux bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : MTD32 Émissions atmosphériques d’NH3, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA-MTD 32 Amoniac (NH3)
Prescription contrôlée : 0,01 - 0,08 kg NH3/emplacement/an (0,104 pour poulets lourds)
Constats : Emissions issues du dossier de réexamen : 0.039 kgNH3/emplacement/an pour les poulets standards, 0.044 kgNH3/emplacement/an pour les poulets lourds. Emissions calculées pour l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes) : 0.032 kgNH3/emplacement/an pour les poulets standards, 0.032 kgNH3/emplacement/an pour les poulets lourds. Les émissions respectent les seuils fixés par la MTD.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire et portée de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'EARL DES MOUTONS BLANCS, dont le siège social est situé 1, rue des Moutons Blancs à CHIRMONT (80250), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune précitée, un élevage de volailles d'une capacité maximale de 70380 animaux équivalents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation d'élevage reste toujours sous l'entité EARL DES MOUTONS BLANCS, désormais gérée par Mme Aude LETIERCE (née VAN OOTEGHEM) et Loïc VAN OOTEGHEM, enfants de M. Jean Michel VAN OOTEGHEM désormais en retraite.</p> <p>La répartition est d'en moyenne 27% poulets standards/73% en poulets lourds - la conversion en AE reste inférieure à la situation autorisée. Cependant, l'effectif autorisé converti en emplacements est de 48 000 poulets de chair. Le jour du contrôle, l'effectif total mis en place est de 49 000 poulets de chair, allant jusqu'à 51 000 places lors de la mise en place d'avril 2024.</p> <p>Mise à disposition des bons de livraisons, factures et TRACES pour les bandes 2024 et 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place du 02/01/2024 : 49 000 volailles ; - mise en place du 27/02/2024 : 50 000 volailles ; - mise en place du 23/04/2024 : 51 000 volailles ; - mise en place du 02/07/2024 : 49 000 volailles ; - mise en place du 27/08/2024 : 50 000 volailles ; - mise en place du 22/10/2024 : facture à 47 000 volailles, bon de livraison à 48 000 volailles ; - mise en place du 07/01/2025 : facture à 47 000 volaille,s bon de livraison à 48 000 volailles ; - mise en place du 04/03/2025 : bon de livraison à 48 000 volailles et TRACES à 49 000 volailles <p>Des incohérences sont observées à plusieurs reprises entre les factures et les bons de livraison. L'exploitant indique réaliser un peu de vente aux particuliers, justifiant ainsi l'effectif supplémentaire observé à plus de 50 000 sur certaines bandes.</p> <p>Ce dépassement d'effectif avait déjà été observé lors de la précédente inspection réalisée en 2019. Aucune demande de régularisation de la capacité d'accueil n'avait été déposée auprès de la Préfecture de la Somme à la suite de ce contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Régulariser l'augmentation d'effectif par le dépôt d'un porter à connaissance assorti d'une décision de non soumission à évaluation environnement suite à cas par cas.</p> <p>A défaut, l'exploitant est tenu de respecter l'effectif autorisé à 48 000 places de volailles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 2.3
Thème(s) : Élevage, Nature des installations
Prescription contrôlée : Les installations d'élevage comprennent deux bâtiments de 1000 m ² et 1279 m ² respectivement. Les animaux y sont élevés au sol, sur litière. Un vide sanitaire est effectué entre chaque bande.
Constats : Les deux poulaillers sont toujours en fonctionnement et conduit en "bande unique". Un vide sanitaire est effectué entre chaque bande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Règles générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 19
Thème(s) : Élevage, Epannage des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des ses effluents sur les parcelles dont la liste figure en annexe II au présent arrêté. La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum. Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.
Constats : Le parcellaire d'épandage a été modifié depuis la dernière autorisation délivrée en 2008, qui comprenait 273,42 ha exploités en intégralité par l'EARL DES MOUTONS BLANCS .S'agissant des parcelles déclarées par l'EARL DES MOUTONS BLANCS (cf déclaration PAC 2024 - 279.98 ha), plusieurs îlots ne sont plus exploités (DOMMARTIN, LOUVRECHY, JUMEL, REMIENCOURT, ROUVREL), et il y a une modification de superficies pour des îlots à JUMEL, REMIENCOURT, ROUVREL. De plus, une seconde structure juridique existe pour l'exploitation de parcelles (SCEA SOMANDIE - 95 ha) dont les associés sont les mêmes que pour l'EARL DES MOUTONS BLANCS qui sont susceptibles de recevoir des effluents d'élevage également. L'exploitant a mis à disposition des données concernant les épandages de fumiers réalisés au titre de la campagne culturale 2023-2024 : - îlot 22 à JUMEL avant betterave (28.08 ha) - référencé n°27 avec 26.43 ha dans l'AP2008 - augmentation de la superficie) ; - îlot 9 (Merville) à ROUVREL avant betteraves (8.46 ha) - référencé n°4 avec 8.46 ha dans l'AP2008 -

superficie identique

- îlot 107 à QUIRY LE SEC avant pommes de terre (4.76 ha) - référencé n°9 avec 4.76 ha dans l'AP2008 - superficie identique ;
- îlot 43 à REMIENCOURT avant colza (25ha épandus sur 30.42ha) - référencé n°43 avec 30.53 ha dans l'AP2008- superficie similaire.

Et au titre de la campagne culturale 2024-2025 :

- îlot 17 à ESCLAINVILLERS avant betterave (8.50ha) - référencé n°15 avec 8.5 ha dans l'AP2008 - superficie identique ;
- îlot 10 à CHIRMONT avant betterave (10.26ha) - référencé n°10 avec 10.27 ha dans l'AP2008 - superficie identique ;
- îlot 48 à REMIENCOURT avant betterave (17ha) - référencé n°15 avec 9.77 ha dans l'AP2008 - superficie augmentée ;
- îlot 110 à AILLY SUR NOYE avant maïs (6.26 ha) - référencé n°2 avec 6.26 ha dans l'AP2008 - superficie identique ;
- îlot 1 à CHAUSSOY EPAGNY avant colza (22.90ha) - référencé n°1 avec 22.98 ha dans l'AP2008 - superficie similaire.

Les épandages réalisés en 2023 et 2024 ont été réalisés sur des parcelles déjà autorisées, avec cependant des écarts de superficies observables (notamment les îlots 22 et 48).

Des écarts avec le plan d'épandage autorisé avaient déjà été relevés lors de la précédente inspection réalisée en 2019. Aucune demande de mise à jour du plan d'épandage n'avait été déposée auprès de la Préfecture de la Somme à la suite de ce contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déposer auprès de la Préfecture de la Somme un dossier de modification, incluant la mise à jour du plan d'épandage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 20.1

Thème(s) : Élevage, Modalités de l'épandage

Prescription contrôlée :

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotations des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la

stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminée-légumineuse.

La quantité d'azote d'origine organique épandue ne doit pas dépasser 170 kilogrammes d'azote par hectare et par an en moyenne.

Constats :

Absence de cahier d'enregistrement des pratiques permettant de vérifier les dates, doses et conditions des épandages réalisés, ainsi que l'équilibre de la fertilisation azotée totale réalisée sur les parcelles exploitées.

L'exploitant a uniquement été en mesure de lister les parcelles ayant reçu du fumier de volailles pour les campagnes culturales 2023-2024 (66.25 ha) et 2024-2025 (64.90 ha) avec un épandage s'échelonnant sur le dernier trimestre de l'année culturale concernée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'enregistrement des épandages d'effluents organiques dans un CEP, au même titre que les engrais chimiques azotés, afin de prendre en compte ces apports azotés pour l'équilibre de la fertilisation azotée des cultures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Autosurveillance de l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2008, article 28.1

Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et de leurs effets

Prescription contrôlée :

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisée par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment en ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage doit regrouper les informations suivantes concernant les effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres

- apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe) ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents, avec les dates de prélèvements et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Le cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Absence de cahier d'enregistrement concernant l'épandage des fumiers provenant de l'élevage avicole. L'exploitant a recensé sur une feuille volante les parcelles ayant reçu des épandages de fumiers (nom de la parcelle, surface et culture suivante), sans aucune indication de date d'épandage, de quantités apportées ni de conditions d'épandage et de délai d'enfouissement (sur sol nu le cas échéant).

Aucun CEP complet n'avait été fourni lors de la précédente inspection réalisée en 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tenir un cahier d'enregistrement des pratiques (CEP) et notamment les épandages d'azote organique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 18 : Types d'effluent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2

Thème(s) : Élevage, Stockage en bout de champ

Prescription contrôlée :

En zone vulnérable, le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour :- les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ; - les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement ; - les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche.

Constats :

Présence d'un dépôt de fumier de volailles provenant de l'élevage avicole de l'EARL DES MOUTONS BLANCS sur l'îlot n°10 de la déclaration PAC 2024 de la SCEA SOMANDIE.

Fumier non susceptible d'écoulement (curage en fin de bande).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Tas compact sans écoulement et composé d'effluents de même caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2
Thème(s) : Élevage, Stockage en bout de champ
Prescription contrôlée : Lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits
Constats : Pas d'écoulement observé sur le dépôt effectué sur l'îlot n°10 exploité par la SCEA SOMANDIE. Présence d'un dépôt de boues de station d'épuration à proximité (boues de SEINE AVAL).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Tas compact

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2
Thème(s) : Élevage, Stockage en bout de champ
Prescription contrôlée : Le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau.
Constats : Dépôt relativement homogène.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Enregistrement de la date de dépôt du stockage et de la date de reprise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2
Thème(s) : Élevage, Stockage en bout de champ
Prescription contrôlée : L'îlot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.
Constats : Absence d'enregistrement. L'exploitant n'effectue pas de traçabilité des dépôts et des épandages d'effluents organiques. Le dépôt est par ailleurs effectué sur une parcelle d'une autre société, alors que l'exploitant n'est pas autorisé à réaliser des épandages en dehors de son parcellaire (AP 2008). Le défaut d'enregistrement avait déjà été relevé lors de la précédente inspection réalisée en 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'enregistrement des dépôts dans le CEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 22 : Stockage en bout de champ Conditions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article II-2

Thème(s) : Élevage, Stockage en bout de champ Conditions particulières

Prescription contrôlée :

Pour les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement :

- le tas doit être conique ;
- le tas ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur ;
- couverture du tas de manière à le protéger des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus.

Constats :

Tas n'excédant pas 3 m.

Tas non conique et non couvert

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à la couverture du tas et au format conique, sans excéder 3 m de hauteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours